Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

278 | Juillet-Décembre

Varia

Entretien avec Jean-Louis Chaléard

Propos recueillis par Sylvain Racaud, le 4 mars 2019 dans un café à Bordeaux

Sylvain Racaud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/com/9637>

DOI : 10.4000/com.9637

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2018

Pagination : 587-608

ISBN : 979-10-300-0566-0

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Sylvain Racaud, « Entretien avec Jean-Louis Chaléard », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 278 | Juillet-Décembre, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/com/9637> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.9637>

Entretien avec Jean-Louis Chaléard

Propos recueillis par Sylvain Racaud,
le 4 mars 2019 dans un café à Bordeaux

Jean-Louis Chaléard est professeur de géographie émérite à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Ses recherches portent sur les espaces ruraux et les relations ville-campagne dans les pays du Sud. Il a beaucoup travaillé en Afrique subsaharienne et, plus récemment, en Amérique andine. Il a publié ou co-publié plusieurs ouvrages, les derniers sur les périphéries des métropoles des Suds, les relations ville-campagne et la géographie du développement.

Photo 1 – Avec le chef de village et des villageois à Adomonkro
(sud-est de la Côte d'Ivoire) (2009, cliché É. Mesclier)

Quel sens donner à la tropicalité ?

De façon générale, la question de la tropicalité a fait l'objet de nombreux débats et a beaucoup évolué. Un ouvrage comme *Les tropiques des géographes* en fait état (Velasco-Graciet, 2008). Je ne saurais tout aborder. À l'origine, elle est étroitement liée à la géographie tropicale de Pierre Gourou qui elle-même a aussi évolué des années 1940-1950 à la fin du xx^e siècle. La tropicalité est l'expression d'un climat chaud et humide. Mais elle n'y est pas réductible : elle correspond à un monde où se trouvent en majorité des sociétés rurales, pauvres, qui affrontent des problèmes de développement et qui sont au cœur des analyses. Les disciples de Pierre Gourou, Paul Pélissier et Gilles Sautter, posent des questions sur le peuplement ou les systèmes agraires plus en tant qu'africanistes qu'en tant que géographes tropicalistes dans la mesure où ils ont limité leur champ d'investigation à l'Afrique subsaharienne, singulière par son histoire et ses sociétés. Avec leurs élèves, ils ont approfondi toute une série de thèmes, comme celui des villes, qui débordent le cadre du « tropical ». Je m'inscris plus au départ dans ce courant africaniste ouvert et, en priorité, dans la lignée de Paul Pélissier. Pierre Gourou a certes joué un rôle non négligeable pour moi, mais peut-être moins pour ce qu'il a écrit sur la tropicalité que ce qu'il a écrit concernant les encadrements.

Par ailleurs, les problématiques ont été profondément modifiées depuis quelques décennies par les défis de la mondialisation et les enjeux sociaux, environnementaux, géopolitiques... Aujourd'hui on s'intéresse plus aux « pays du Sud » qu'aux « pays tropicaux ». Moi-même j'ai mené mes recherches en Afrique de l'ouest en milieu chaud et humide, mais j'ai travaillé au Pérou dans des zones arides et semi-arides exclues du monde tropical tel que l'étudie Pierre Gourou. C'est dans un contexte élargi que peuvent être posées des questions faisant intervenir la tropicalité sur les crises environnementales, les systèmes de production agricoles ouverts sur le monde, etc.

La tropicalité s'est exprimée chez les chercheurs, au-delà de la prise en compte des contraintes du milieu physique, dans plusieurs caractéristiques qui relèvent avant tout de l'approche. Jean-Pierre Raison dans sa postface sur les enjeux de la tropicalité (Raison, 1989) en présente un certain nombre. Le premier point, c'est le refus de partir d'une position idéologique a priori, sur le sous-développement ou l'impérialisme notamment, mais plutôt de la réalité concrète. Le deuxième, lié au précédent, c'est une large place faite aux enquêtes minutieuses de terrain, à une réflexion sur la démarche et les méthodes de recherche, propres à des espaces mal connus (comme les analyses de terroirs définis dans les années 1960 par Paul Pélissier et Gilles Sautter), méthodes qui doivent faire progresser hypothèses et concepts. Le troisième, c'est la prise en compte des contraintes et des conditions de l'environnement

naturel dans la dynamique des territoires, non seulement à travers l'analyse de la tropicalité en général mais aussi des particularités physiques locales.

En quoi votre cheminement scientifique, d'abord celui d'un africaniste, puis celui d'un géographe travaillant sur l'Amérique latine, a-t-il renouvelé votre regard ?

Depuis que j'ai commencé, à la fin des années 1960, j'ai sans cesse évolué dans mes thèmes de recherche, ma réflexion théorique et ma façon d'appréhender les phénomènes. Je reste largement ruraliste et africaniste, mais un ruraliste qui s'intéresse aux villes et un africaniste qui travaille aussi en Amérique latine. Ce que je fais aujourd'hui est assez différent de ce que je faisais au départ. J'ai commencé au Sénégal avec Michel Lesourd où nous avons réalisé des analyses classiques de terroirs mais dans un objectif qui dépassait ce cadre puisqu'il s'agissait de participer au bilan d'une opération de développement. On a étudié six terroirs pour avoir des résultats représentatifs de différentes situations par rapport aux formes de mise en valeur paysannes et à l'action de l'État. On avait l'idée que l'analyse d'un terroir - un peu un laboratoire - n'est pas un en soi indépassable, mais doit servir de base à une montée en généralité aboutissant à des conclusions qui transcendent le cas particulier. C'est là pour moi le cœur de la démarche africaniste.

J'ai repris un peu cette approche en l'adaptant au sujet et au terrain dans ma thèse de troisième cycle qui portait sur l'économie de plantation dans une région au sud-est de la Côte d'Ivoire, proche d'Abidjan. J'ai cherché à étudier des terroirs représentatifs de situations différentes par rapport à l'ancienneté de la mise en valeur et aux formes qu'avait prises l'économie de plantation tournée vers l'exportation. Mais j'ai dû me limiter, dans le cas de terroirs très peuplés dépassant cinq à dix mille habitants, à l'analyse d'exploitations échantillons. De plus, la situation foncière était compliquée car on se trouvait dans une zone forestière, autrefois pionnière, avec des exploitations éclatées en différents lieux, où la notion de terroir ne s'appliquait pas forcément, comme dans les vieilles régions de peuplement stabilisé. Restait pour moi, néanmoins, l'essentiel : une recherche reposant sur l'analyse de cas très précis qui permettent d'étudier les stratégies des acteurs et notamment des paysans, dans leurs relations à des composantes locales, sociales et environnementales, et à un « englobant » qui prend en compte les marchés, les politiques agricoles, etc. C'est ce que j'ai systématisé dans ma thèse d'Etat sur le vivrier marchand¹ qui opère une double évolution par rapport à ma thèse de troisième cycle sur l'économie de plantation : un changement d'échelle avec une étude qui prend

1. Soutenue à l'Université de Paris X – Nanterre en 1994, publiée deux ans après (Chaléard, 1996) et disponible en intégralité en ligne, <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010005799> (consulté le 16 juillet 2019).

en compte l'ensemble de la Côte d'Ivoire, un recentrage sur des dynamiques agricoles et rurales liées aux marchés urbains nationaux.

Le passage au Pérou s'inscrit dans cet élargissement des échelles et des objets d'analyse. Je voulais faire des comparaisons Afrique subsaharienne/Amérique latine. Je me demandais si les différences observées dans la production scientifique sur les deux sous-continent tiennent au milieu ou si elles tiennent à des écoles de géographie qui ont évolué séparément, Autrement dit, les différences observées entre les aires géographiques viennent-elles des réalités locales ou du fait que les chercheurs ne posent pas les mêmes questions ou ne les abordent pas de la même façon ? C'est cela qui m'a intéressé.

J'ai choisi en partie par hasard le Pérou. J'ai commencé à travailler dans ce pays par le biais d'un collègue économiste que j'avais rencontré au Sénégal, puis retrouvé en Côte d'Ivoire. Il savait que je cherchais à élargir mes terrains pour monter en généralité et il m'y a invité. Il m'a fait connaître Evelyne Mesclier, géographe qui constituait une équipe sur le thème de la mondialisation², qui m'intéressait particulièrement, et je me suis retrouvé dans cette équipe formée de spécialistes du Pérou. Je n'ai pas eu de problème d'adaptation au milieu si ce n'est qu'il a fallu que j'apprenne l'espagnol, que je lise toute une littérature scientifique sur le Pérou et sur l'Amérique latine. Ce n'est pas la question de la tropicalité qui a joué d'autant que le Pérou est un pays très montagneux et qu'on change très rapidement de climat avec l'altitude. Dans le Nord du Pérou, où nous avons travaillé, existe en effet toute une gamme de climats, du subtropical aride ou semi-aride sur la côte, au tropical d'altitude entre 800 m et 1800 m où pousse le café et à des climats de montagne plus tempérés au-dessus. Le contexte est très différent de ce que j'avais connus en Côte d'Ivoire où les climats subéquatoriaux et tropicaux sont beaucoup plus humides et où il n'est pas nécessaire d'irriguer pour cultiver. C'est essentiellement dans la zone tropicale d'altitude, où pousse le café, qu'on retrouve les mêmes cultures, les mêmes techniques, les mêmes problèmes des petits planteurs qu'en Côte d'Ivoire. La différence qui m'a frappé au Pérou c'est le passage en peu de temps et sur une faible distance du niveau de la mer à deux ou trois mille mètres d'altitude, provoquant des changements de climats très rapides contrairement à ce qui se passe en Côte d'Ivoire. Mais le milieu physique n'a pas vraiment été le problème central de mes recherches. Je m'intéressais plus aux logiques paysannes et au fonctionnement des exploitations agricoles dans le cadre de la mondialisation.

En outre, les collègues de l'équipe pratiquaient des méthodes très proches des miennes. On a sélectionné des territoires-échantillons, choisis en fonction

2. Le programme s'inscrivait dans le cadre de l'UMR TEMPS de l'IRD (Territoires et mondialisation dans les pays du Sud) dirigée par H. Théry.

de la spécificité du milieu et des différentes cultures. Par exemple en milieu subtropical semi-aride, on a travaillé dans une zone qui développait la mangue, une autre où se cultivait le riz. On a également enquêté dans un secteur en milieu tropical d'altitude où le café est cultivé et on a enfin sélectionné un site de montagne où est pratiqué l'élevage. Nous avons utilisé des méthodes fondées sur de nombreuses enquêtes, des entretiens avec des exploitants agricoles, etc. Les différences viennent peut-être de l'existence de statistiques socio-économiques un peu meilleures au Pérou qu'en Côte d'Ivoire. Elles viennent sans doute aussi de la façon d'aborder les autorités, les personnes enquêtées, qui changent selon les pays.

Dans mes objets d'étude, le glissement du vivrier marchand vers le périurbain s'explique par une nécessité scientifique et une opportunité. Je m'intéresse aux villes depuis longtemps, à travers l'analyse des réseaux marchands, des relations qu'entretiennent les villageois avec elles – là où se trouvent certains de leurs enfants –, etc. De plus, l'agriculture urbaine appartient au domaine du vivrier marchand et tout naturellement je m'y suis intéressé. Enfin, pour moi, il s'est agi de recentrer les analyses sur la périphérie, alors que ce sont les spécialistes des villes, à partir du cœur urbain, qui en parlent. Que se passe-t-il quand les paysans voient arriver la ville ? Qu'en pensent-ils ? Quelles sont leurs stratégies ? C'est ce renversement de point de vue qui m'a intéressé. L'opportunité a été la réponse à l'appel à projets de l'ANR sur les Suds³, montée quand j'étais directeur du laboratoire PRODIG⁴. C'était un moyen d'unir les chercheurs du laboratoire qui travaillent sur l'urbain et ceux qui travaillent sur les campagnes. Le programme a porté sur des aires culturelles très différentes avec des métropoles en Amérique latine, en Afrique et en Asie. On a pu ainsi constituer une grosse équipe comprenant des membres de plusieurs laboratoires français et des partenaires des Suds. Ce glissement vers ce qu'on appelle la périphérie urbaine et cette ANR sont finalement un prolongement de mes domaines de recherche. De plus, avec la mondialisation et les phénomènes de métropolisation, on est amené à poser différemment la question des campagnes puisque l'influence de la métropole peut aller assez loin, diluant la coupure ville-campagne.

Avec Alain Dubresson, on avait déjà réfléchi sur des thèmes proches. On avait montré qu'en Côte d'Ivoire les logiques individuelles et collectives transcendent souvent les clivages ville-campagne (Chaléard, Dubresson, 1989). On s'était aussi interrogés, en association avec Ousmane Dembélé, sur

3. Projet Périssud (ANR-07-SUDS-0010) qui avait pour objectif d'analyser les dynamiques territoriales dans les périphéries de six métropoles des Suds (Chaléard, 2014).

4. PRODIG (Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique) est une unité mixte de recherche qui associe le CNRS, les universités Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris-Diderot, les établissements IRD et AgroParisTech, en partenariat avec Sorbonne Université.

la définition de l'urbain à partir de l'étude des petites villes : où commence la ville et où se termine le village (Chaléard, Dembélé, Dubresson, 1990) ? On retrouve ces sujets dans les périphéries, où se pose la question des limites, dans l'espace et dans la taille statistique.

Compte tenu des fortes imbrications entre ville et campagne, que penser de ces objets ?

Photo 2 – Contact ville-campagne à Abatta, périphérie est d'Abidjan : route goudronnée nouvelle, lotissement urbain en zone encore rurale

2012, cliché J.-L. Chaléard

Il faut remettre en question ces coupures et les contextualiser. On ne peut pas marquer de limite intangible mais on ne peut pas non plus dire qu'il n'y a pas de différences parce que tout ce qui fait lien entre ville et campagne repose sur l'existence de deux entités différentes. Le système est mobile, ses éléments se redéfinissent en permanence, à la fois dans leur contenu, dans leur étendue, dans leur nature et dans leur relation. Cela dépend de ce qu'on étudie. Avec Alain Dubresson, avec qui j'ai publié un ouvrage sur ce thème (Chaléard, Dubresson, 1999), on avait posé la question à Pascal Labazée, socio-économiste à l'ORSTOM (aujourd'hui IRD) : « pour toi, quelle est la définition de la ville ? ». Il avait répondu, en plaisantant, « je crois que c'est l'endroit où la bière est fraîche ». Finalement, dans la réalité des années 1980 en Côte d'Ivoire, c'était assez vrai. Aujourd'hui, dans des campagnes

urbanisées ivoiriennes, cela a moins de sens. Mais des différences existent partout. On le voit en France, la façon de vivre n'est pas la même selon que l'on vit à la campagne ou à la ville, ne serait-ce que pour le transport domicile travail. Pour schématiser on prend la voiture à la campagne et les transports en commun dans les grandes villes. La distinction dans les modes de vie ou le niveau des équipements est très nette en Afrique, également au Pérou.

La limite entre ville et campagne dépend en partie de ce qu'on étudie, de la manière dont on l'étudie, il ne faut pas partir avec des a priori. L'intérêt du terrain est de remettre en cause des idées reçues.

En quoi la montagne, avec par exemple les systèmes de pentes, les contraintes liées au relief, ou l'absence de montagne, permet-elle de caractériser les sociétés ?

Photo 3 – Labours en traction attelée et semis manuels dans une petite exploitation de montagne à Niepos (au-dessus de 2000 m d'altitude, Andes du Nord, Pérou). Outillage rudimentaire et main-d'œuvre familiale
2002, cliché J.-L. Chaléard

La montagne est un des éléments parmi d'autres qui permettent de comprendre les stratégies des acteurs. Je n'ai pas étudié les reliefs en tant que tels, d'autant qu'en Côte d'Ivoire les dénivelés sont faibles dans l'ensemble. Je me suis plus

intéressé aux climats. Il est certain qu'en milieu subtropical semi-aride, la maîtrise de l'eau est un élément tout à fait déterminant. Dans une zone où il pleut 1,5 m d'eau par an, la question ne se pose pas avec la même acuité que dans les zones arides où les sociétés ont construit des systèmes d'irrigation parfois depuis plusieurs siècles. Mais les climats changent avec l'altitude. On retrouve ici des liens avec la montagne. Au Pérou, dans la plaine côtière semi-aride, se trouvent des oasis aux débouchés des rivières qui descendent des Andes. Ces oasis appartiennent à des communautés paysannes de création plus ou moins anciennes. Le milieu naturel joue mais pas de manière unique. En effet, le Pérou, dans les années 1990, a vu se mettre en place une politique libérale. Dans ce cadre, la vente des terres des communautés paysannes a été autorisée sous certaines conditions, ce qui était impossible avant. Des investisseurs ont alors acheté des parcelles à la périphérie des oasis. Celles-ci étaient très peu chères car difficilement cultivables à cause de l'aridité. Or, disposant de capitaux, ces entrepreneurs ont pu creuser des puits jusqu'aux nappes phréatiques et donc irriguer de vastes superficies. Cela a contribué à l'extension des cultures commerciales dans le cadre de grandes exploitations agricoles. Le contexte de libéralisation et les lois qui en découlent constituent dans ce cas un élément décisif, la situation en plaine côtière qui facilite l'exportation et le milieu semi-aride dont tirent profit les investisseurs constituant d'autres facteurs à prendre en considération.

En ce qui concerne le café, le milieu physique tropical a aussi joué un rôle parmi d'autres éléments. Certes, il y a une forte demande des pays riches, de climat tempéré. Mais cela ne suffit pas à expliquer l'essor de la culture ici. Dans la vallée que nous avons étudiée avec Évelyne Mesclier dans le nord du Pérou, le café a été développé à partir des années 1920 dans le cadre d'une hacienda (Chaléard, Mesclier, 2004). Cette grande exploitation comme beaucoup d'autres jouait sur des milieux variés en combinant les cultures sur différents étages : riz irrigué en zones côtières, café entre 800 m et 1800 m, et enfin élevage et cultures vivrières d'altitude au-dessus. L'hacienda a été liquidée par la réforme agraire de 1969 et, à la suite d'une histoire agraire complexe, on se trouve dans les années 2000 en présence de nombreux petits planteurs. Le café s'est donc développé parce qu'il y avait un milieu favorable mais aussi parce qu'il y avait initialement un grand propriétaire qui avait introduit la culture. Il y a eu convergence d'opportunités locales et d'un marché mondial. Par ailleurs, la disparition de l'hacienda et l'essor des petits producteurs se sont accompagnés d'une mutation dans l'organisation de l'espace. En effet, si les haciendas jouaient des milieux différents, les exploitations paysannes ne le peuvent pas à cause de leurs faibles moyens matériels : il y a donc eu une modification des relations entre les populations des différents étages écologiques. Depuis quelques années, la localisation des

exploitations évolue, mais sur d'autres bases. Comme les vieux terroirs de café sont saturés, des agriculteurs ont été créer des plantations sur le versant amazonien de la montagne, en milieu équatorial humide. Ils cumulent donc des terres sur le versant pacifique des Andes, à l'ouest, et des terres en zone pionnière sur le versant amazonien à l'est.

On retrouve des stratégies de cumul en Côte d'Ivoire. Dans le Sud-Est du pays, des Baoulés ont maintenu leurs exploitations dans des terroirs saturés, où leurs plantations datent des années 1950, mais ils en ont développé d'autres (essentiellement de cacao) à partir des années 1970-1980 dans le Sud-Ouest, en zone pionnière. On reconnaît donc entre l'exemple péruvien et l'exemple ivoirien des stratégies de cumul avec des raisonnements transposables. François Ruf (1995) a bien montré que pour le cacao, sur front pionnier, il y a une rente liée aux conditions naturelles qu'il nomme la « rente forêt ». Lorsqu'on défriche la forêt, on a de bons rendements de cacao, pas de maladies, pas besoin d'engrais. Au Pérou, dans le cas du café, on observe les mêmes avantages sur le front pionnier, avec des rendements triples de ceux des vieilles zones cultivées du versant pacifique. Cette « rente » justifie l'expansion des cultures. Mais ceci n'est possible que parce que toute une série d'autres facteurs interviennent aussi : amélioration des voies de communication, gestion de la main-d'œuvre familiale, etc.

Faites-vous une différence entre petits producteurs, paysans, agriculteurs ?

Le terme d'agriculteur renvoie à des catégories très variées. Il peut s'agir de grands ou de petits producteurs. Je pense que la question porte sur les petits agriculteurs. Mes travaux en Côte d'Ivoire et les recherches menées dans le nord du Pérou montrent que leurs stratégies sont très souvent des stratégies paysannes. Elles reposent sur le fait d'avoir toujours une part de la production destinée à l'autoconsommation à côté de cultures commerciales. Le travail repose en grande partie sur la mobilisation du groupe familial.

La nouveauté tient à l'évolution des pratiques des acteurs : même si on parle de paysans ou de petits producteurs, l'analyse qui se limite à l'exploitation agricole en elle-même n'est plus suffisante parce que celle-ci s'inscrit dans des stratégies plus larges de diversification des activités, de migration... L'unité familiale ne se réduit pas à l'unité de production agricole, en raison notamment des mobilités, des relations entre ceux qui restent au village et ceux qui partent en ville ou à l'étranger. Les deux ont des liens variables, qui jouent beaucoup sur le lignage en Afrique, sur une famille plus restreinte au Pérou.

Ces notions de « paysan », « petit producteur », tout comme celles de « ménage », « d'exploitation », ne doivent pas être prises dans un sens trop restreint qui conduit à masquer l'essentiel, à réduire le champ d'investigation.

J'essaie toujours de partir dans mes réflexions de situations concrètes, plutôt que de donner des définitions a priori qui vont mal correspondre à la réalité. En ce sens, le terrain alimente la réflexion sur les concepts.

Les économies de nombreux pays des Suds, en particulier celles qui reposent en grande partie sur l'exportation de matières premières ou de produits agricoles, sont souvent qualifiées « d'économies extraverties ». Qu'en pensez-vous ?

Photo 4. Grande exploitation sucrière, installée sur un nouveau périmètre initié par l'État, en milieu aride, au pied des Andes. Noter les moyens mis en œuvre pour irriguer, avec des machines gigantesques
Nord du Pérou, 2017, cliché J.-L. Chaléard

La dépendance à l'égard de marchés internationaux que les pays ne maîtrisent pas crée de gros problèmes à ces économies effectivement largement « extraverties », c'est-à-dire tournées vers l'extérieur. Ce qui m'a intéressé dans l'analyse du vivrier marchand en Côte d'Ivoire, c'était de recentrer ce qu'on appelle la périphérie, en portant le regard sur les espaces ruraux dominés et de voir comment les petits agriculteurs sont dépendants, s'en sortent ou cherchent à subvertir le système politico-économique en place. Selon moi, le développement du vivrier marchand est exemplaire de ces tentatives de résistance ou d'autonomisation paysannes. J'ai étudié les relations ville-campagne à partir d'un point de vue rural, pour mettre en lumière les comportements des petits producteurs, leurs capacités d'initiatives. Celles-ci sont liées d'abord au fait qu'ils associent les cultures vivrières et les cultures d'exportation dans les

parcelles ou au sein de l'exploitation, que cela soit en Afrique de l'ouest ou en Amérique andine. Le développement du vivrier marchand est finalement lié au système de l'agriculture d'exportation mais il est également en marge.

L'essor de cultures pour les marchés urbains nationaux est aussi susceptible de favoriser un développement autocentré contrairement à l'agriculture d'exportation dépendante des marchés extérieurs (même si cela doit être nuancé). Il favorise une dynamique qui casse les règles de domination à la fois de la bourgeoisie d'État au pouvoir et des grands opérateurs originaires du Nord. L'Etat cherche à capter une rente en favorisant les cultures d'exportation dont il peut contrôler le commerce. Les prix de ces denrées sont décidés à New-York, à Chicago ou à Londres mais pas du tout sur place. Le vivrier marchand échappe en grande partie à ces logiques.

N'y a-t-il pas un déplacement de la rente ?

Bien sûr, les commerçants, les sociétés publiques ou parapubliques dites de développement (qui sont en partie des moyens de capter la rente), jouent un rôle. Mais dans le cas des denrées d'exportation, les petits producteurs ne maîtrisent pas grand-chose. Ils ne connaissent pas les goûts des consommateurs. On leur impose des techniques ou des normes dont l'intérêt leur échappe. Dans le cas des produits vivriers, la situation est différente car les agriculteurs sont capables d'aller en ville, ils sont capables en partie de créer des réseaux parallèles. Il y a certes des relations de dépendance vis-à-vis des commerçants mais celles-ci sont beaucoup plus complexes que dans le cas des cultures d'exportation, d'autant qu'aujourd'hui, dans les campagnes les plus reculées, avec les téléphones portables, les paysans connaissent les cours des denrées en ville. Il est moins facile de les tromper sur les prix. La dépendance existe donc, mais les agriculteurs ont des marges de manœuvre ou de discussion. Par ailleurs, la rente captée par les commerçants est réinvestie sur place alors que celle tirée des cultures d'exportation est captée par les hommes liés au pouvoir ou profite à des grandes sociétés transnationales qui ne réinvestissent pas dans le pays. La capacité d'initiative des petits producteurs, qui n'ont pas été vraiment encouragés par les pouvoirs en place à développer le vivrier marchand, m'a beaucoup intéressé puisque c'est un moyen d'échapper, au moins partiellement, à la dépendance à l'égard de l'étranger.

Quel est l'avenir des paysanneries africaines et sud-américaines ?

Il est difficile de répondre à cette question. L'avenir des paysans, en Afrique et ailleurs, dépend largement des politiques agricoles. Sur le plan des principes, peut-il y avoir un avenir pour ces paysanneries ? La réponse est oui. Jusqu'à un certain niveau, il y a une viabilité réelle de l'agriculture paysanne. Pour

Photo 5 – Ouvriers agricoles employés dans un champ de cultures maraîchères, à San Martin de Pores (périphérie nord de Lima). Ces ouvriers sont des migrants venus chercher du travail dans la capitale péruvienne et la production est destinée au marché urbain

2009, cliché J.-L. Chaléard

certaines productions qu'on ne mécanise pas ou peu, comme le café ou le cacao, il n'y a pas d'économies d'échelle : l'agriculture paysanne - manuelle - est plus rentable que la grande exploitation car là où un petit producteur cultive seul un hectare, il faut plus de 100 personnes pour conduire une plantation de 100 ha de café, en raison de la nécessité d'avoir des contrôleurs, du personnel administratif, etc. en plus des ouvriers. La petite exploitation utilise donc relativement moins de travailleurs par unité de surface que la grande. Par ailleurs, le marché des produits d'exportation est cyclique, avec des périodes de hauts et de bas cours. Durant les épisodes de crise, l'agriculture paysanne peut se réfugier momentanément sur ses autres cultures, notamment vivrières, et repartir après. Cela est moins vrai pour les grandes exploitations monoculturelles comme on a pu le voir pour le café au Brésil ou pour le cacao en Malaisie.

Il y a ensuite l'apparition de nouvelles opportunités, comme le bio et le commerce équitable. Les petits exploitants font souvent du bio sans le savoir car ils n'ont pas les moyens d'utiliser des intrants chimiques. Avec Évelyne Mesclier, on a étudié le commerce équitable dans notre région de travail au

Pérou et on a vu qu'il permet d'augmenter significativement la rémunération des petits planteurs de café, sans que le prix final au consommateur augmente beaucoup. Il existe donc des marges pour élever les revenus des paysans. Mais il faudrait un appui de la puissance publique. Or les politiques agricoles ont tendance à favoriser les grandes exploitations agro-exportatrices. Les petits producteurs auraient aussi intérêt à se grouper pour accéder au marché car les commerçants préfèrent acheter leur récolte aux grands exploitants avec lesquels ils passent des contrats, comme nous l'avons observé au Pérou dans le cas de la mangue.

La question des normes est importante également pour réfléchir à l'avenir des paysanneries. L'imposition de normes de plus en plus strictes pénalise souvent les petits agriculteurs qui ont du mal à les suivre. Dans le cas de la mangue, par exemple, il existe des normes technico-commerciales qui jouent sur l'aspect des produits, sur leur qualité sanitaire, qui exigent des connaissances et surtout des moyens financiers que les paysans n'ont pas. S'y ajoutent des normes environnementales et sociales. C'est le cas par exemple des normes édictées par GlobalGap qui regroupe des chaînes de distribution. Il s'agit d'une série de règles sanitaires et sociales, reconnues au niveau mondial, pour les productions agricoles. Mais certaines de celles-ci sont impossibles à suivre par les petits producteurs en raison de leurs coûts. Ainsi, des toilettes et des douches doivent être installées sur les plantations pour des raisons d'hygiène. D'une façon générale, les nouvelles normes ont tendance à éliminer les petits paysans. Ceux-ci peuvent plutôt jouer sur le maintien de techniques anciennes, qui ménagent l'environnement, ou sur le goût spécifique pour certains produits dits « du terroir ».

Les petites exploitations résistent aussi grâce à l'agriculture de proximité. Elles peuvent être rentables pourvu que les prix soient plus élevés en ville. Le problème n'est pas agricole mais urbain. L'urbanisation a créé un marché mais le faible niveau de vie des citoyens dans les pays du Sud est un frein. En outre, partout où il y a une demande urbaine, les paysans sont capables d'y répondre mais dans certains cas les importations cassent le marché du fait de prix subventionnés ou des aides fournies par certains Etats à leur agriculture d'exportation. Les petits producteurs ont du mal également face aux grandes exploitations mécanisées, comme dans la céréaliculture nord-américaine ou australienne, où un individu peut produire plus de 500 tonnes de grain dans l'année, alors qu'eux ne dépassent pas 1 ou 2 tonnes par actif et par an en culture manuelle. Les paysans s'en sortent bien pour les cultures non destinées à l'exportation comme le manioc, l'igname ou certains produits maraîchers fragiles. Leur résistance (ou leur résilience) est aussi fonction des possibilités qui leur sont offertes à créer des filières viables. Les secteurs où est possible

une valorisation des produits agricoles par transformation avant mise sur le marché fonctionnent bien. Ce qui est vendu en ville n'est pas le produit brut, mais un produit transformé, valorisé. J'ai beaucoup écrit sur le cas de l'*attiéké* en Côte d'Ivoire, sorte de couscous de manioc, fabriqué par des villageoises et écoulé dans les centres urbains, grâce à des réseaux de commerce en partie familiaux, lignagers... Le succès de l'*attiéké* met en évidence la capacité des paysans à saisir les opportunités d'un marché. Au Pérou, on a observé avec Evelyn Mesclier le développement du bambou à une période où les cours du café étaient très bas. Dans les quartiers périphériques populaires des villes, les charpentes sont faites en bambou et les petits agriculteurs ont adapté leur production à ce marché urbain de la construction. Au moment des enquêtes, dans les années 2000, le bambou rapportait parfois plus que le café.

Ce qui m'a intéressé dans tous ces travaux sur les relations ville-campagne, c'est d'aller à contre-courant des idées selon lesquelles la ville a des effets systématiquement négatifs sur le milieu rural. Elle peut avoir des effets positifs avec l'essor des marchés alimentaires, mais tout cela s'intègre dans un ensemble complexe, dans lequel jouent de nombreux facteurs, comme par exemple les politiques agricoles ou commerciales dont il faut tenir compte aussi.

Que pensez-vous de ce qui est qualifié d'essor des classes moyennes en Afrique, souvent d'ailleurs associées à l'urbain. Y a-t-il des classes moyennes rurales ?

Une classe moyenne s'est développée en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Ghana, etc. Mais les contours et la définition de ce groupe (classe ou catégorie ?) sont difficiles à cerner, ce qui rend toute évaluation malaisée. En Côte d'Ivoire, la « classe » moyenne est formée globalement d'ouvriers, d'employés, de fonctionnaires. Ceux-ci vivent, à Abidjan, en général dans des lotissements en périphérie de la ville. Ils possèdent parfois une voiture. Je ne sais pas si l'on peut parler de classe moyenne à la campagne parce qu'il y a un sous-équipement qui restreint le niveau de vie : pas toujours d'électricité, de routes goudronnées, d'accès facile aux infrastructures de santé, etc., en dépit des progrès. Par ailleurs, les situations sont compliquées à analyser car imbriquées. On l'a vu avec Alain Dubresson, les Ivoiriens ont « un pied dedans, un pied dehors » (Chaléard, Dubresson, 1989). La classe moyenne urbaine garde souvent des relations étroites avec la campagne et les agriculteurs qui ont réussi ont de belles demeures en ville et dans leur village. Il y a des planteurs de cacao ou d'hévéa qui gagnent plus que des citadins mais je ne parlerais pas de classe moyenne pour la majorité d'entre eux, à cause du sous-équipement rural, et à l'exception de certains villageois, gros producteurs agricoles, qui ont investi dans le commerce et sont à la fois planteurs, commerçants,

transporteurs, faisant partie des « en-haut des en-bas » ou des « en-bas des en-haut » pour reprendre des expressions ivoiriennes.

Il est clair que la classe moyenne a connu un essor rapide en lien avec la croissance économique de l'Afrique, de 2000 à 2014. Cette évolution est liée au boom des matières premières développées dans le cadre d'une grande dépendance à l'égard des cours mondiaux. Est-ce que cette classe moyenne va survivre, est-ce qu'elle va avoir un effet d'entraînement ? C'est difficile à dire. Cette croissance a tout de même permis de créer un marché, des activités, des entreprises, des dynamiques qui peuvent perdurer même si ce qui en a été à l'origine n'existe plus puisque les cours mondiaux ont baissé. Quid de cette évolution dans un contexte mondial moins favorable ?

Et au Pérou ?

Au Pérou les classes moyennes paraissent plus fortunées qu'en Afrique de l'Ouest et plus importantes, en relation avec un niveau de richesse générale du pays bien plus élevé. Mais les comparaisons sont difficiles : il faudrait avoir des critères homogènes, des statistiques du même ordre, pour pouvoir réellement comparer. Au Pérou, voire même en Amérique latine, la société est beaucoup plus clivée qu'en Afrique, entre les riches descendants des Créoles et les pauvres, d'origine amérindienne dans la plupart des cas. On n'a pas ce phénomène en Afrique de l'Ouest, où souvent les grands entrepreneurs, les hommes politiques, sont originaires de villages avec lesquels ils n'ont pas rompu. Les classes dominantes et dominées n'ont pas la même genèse au Pérou et en Côte d'Ivoire, ce qui influe sur la situation des couches moyennes. Toutefois, comme en Afrique, la croissance récente du Pérou est largement extravertie, basée sur les matières premières, et on observe depuis 2014-2015 un ralentissement de l'économie. Des dynamiques, des infrastructures ont été créées et elles subsistent encore mais qu'en sera-t-il à plus long terme avec l'évolution des cours mondiaux ?

Quel regard portez-vous sur le développement en Afrique aujourd'hui ?

Ce qu'on a appelé développement est en fait une croissance économique qui s'appuie sur la hausse des cours des matières premières et une forte demande à l'échelle mondiale. La dépendance à l'égard des marchés extérieurs est forte. Depuis quelques années, la situation paraît cependant plus favorable qu'autrefois pour les pays africains, car il y a une concurrence entre des acheteurs potentiels plus nombreux. Les clients ne sont plus seulement les pays occidentaux, et il faut compter avec les grands pays émergents, les pays industrialisés de l'Asie du Sud qui investissent en Afrique et achètent des matières premières.

On relève également des initiatives qui proviennent des couches populaires comme on l'a vu avec l'exemple du vivrier marchand. Cette dynamique s'accroît dans un contexte d'essor des marchés urbains. Par ailleurs, les jeunes qualifiés, cadres ou futurs cadres dans leurs pays, sont de plus en plus nombreux. Il y a un plus grand nombre de jeunes en capacité d'être entrepreneurs. On observe un mouvement de créations d'entreprises incontestable. L'essor des marchés vivriers et des entreprises relève de processus internes, qui témoignent de mouvements en profondeur dans les sociétés africaines.

En revanche, il n'y a pas vraiment de remise en cause des régimes autocratiques et des pays comme la Chine commercent avec des dictateurs. Or, tant que l'on restera dans des politiques dites « du ventre » avec des minorités qui accaparent le pouvoir et les richesses, pour placer leur argent à l'étranger, un blocage au développement subsistera. C'est cela qui devrait être remis en cause mais je ne suis pas sûr que l'évolution aille dans ce sens. Évidemment ces généralités doivent être nuancées et la situation de l'Afrique du Sud n'est pas comparable à celle de la Centrafrique. Des pays africains peuvent réellement devenir des pays émergents et avoir un effet d'entraînement sur les autres. J'insisterais plutôt sur la diversité du continent. Enfin, n'oublions pas que de vastes espaces échappent au contrôle des autorités et que le développement n'y est guère possible. Les groupes armés qui se battent pour le contrôle des matières premières dans l'est de la République Démocratique du Congo où les groupes islamistes dans le Sahel ne favorisent pas le développement.

Il y a des potentialités qui n'existaient pas auparavant mais les freins fondamentaux n'ont pas encore été levés, étant entendu qu'il est difficile de généraliser.

Qu'en est-il du terrain, des conditions d'enquêtes dans les années 1980 en Côte d'Ivoire, et récemment au Pérou ?

Mon travail de thèse a duré très longtemps. Pourquoi ? Parce que j'ai voulu analyser les choses en profondeur et parce que j'étais enseignant à l'ENS de Saint-Cloud. J'avais peu de temps pour mes recherches et c'est un accueil à l'ORSTOM en Côte d'Ivoire qui m'a permis d'achever mon terrain. En outre, les lieux d'étude étaient parfois d'accès difficiles, avec des pistes impraticables, des établissements humains sur front pionnier isolés, etc., ce qui retardait ou bloquait les enquêtes. Enfin, mes investigations se situaient dans les villages mais aussi en ville, deux types de milieux différents à investir et pratiquer. J'ai passé beaucoup de temps dans les villages pour appréhender le fonctionnement de la société, les conflits sous-jacents, toutes choses permettant de comprendre les dynamiques productives et spatiales. J'ai

fait aussi de nombreuses recherches en ville, auprès des commerçants, des autorités administratives, des consommateurs. Mener des enquêtes auprès des commerçants est un travail long et délicat parce que ceux-ci ne veulent pas parler. La maîtrise de l'information est un des éléments clés de leur succès, et nous, nous leur demandons de nous révéler les secrets de leur réussite.

J'ai fait partie de cette génération de ruralistes au début des années 1980 qui ont découvert la ville et qui ont changé le regard porté sur les campagnes. Finalement j'ai surtout analysé un système ruralo-urbain qui montrait les capacités d'initiative, d'adaptation, de subversion du milieu paysan par rapport à la ville. Les spécialistes des villes ne s'intéressaient qu'à la domination urbaine sur les campagnes ; il y avait donc beaucoup de choses à étudier en changeant de perspective. Il me fallait du temps pour ces travaux.

On ne voit pas les mêmes choses quand on fait des enquêtes durant près de dix ans et des enquêtes de quelques mois. En thèse, dans le type de recherche que j'ai pratiqué, il me semble difficile de faire une investigation sérieuse sans passer plusieurs mois voire plusieurs années sur le terrain. La réduction actuelle de la durée des thèses change forcément la nature du produit que l'on peut fournir, même s'il reste possible dans un travail réalisé en trois ou quatre ans de faire six à sept mois de terrain. J'ai été formé comme Michel Lesourd au Sénégal par des chercheurs de l'ORSTOM, j'ai repris leur méthode en la modifiant dans ma thèse de troisième cycle et je l'ai encore modifiée en la systématisant dans la thèse d'Etat où j'étudiais des terroirs et des exploitations significatifs. J'ai fait des enquêtes et j'ai vécu dans des villages pour comprendre les logiques des ruraux et c'est souvent le soir, en discutant, en partageant un repas, qu'on apprend beaucoup.

Un exemple. Dans le nord-est de la Côte d'Ivoire les Lobi ont développé l'igname pour ravitailler Abidjan. Ces populations ont la réputation d'être extrêmement sauvages. Pourtant, durant mes recherches, j'ai été plutôt bien accueilli et j'ai tissé des liens relativement étroits avec certains agriculteurs. Un jour, pendant mes enquêtes, un jeune exploitant me propose d'aller « au cabaret », le lieu où l'on vend le *ndolo*, la bière de mil. Nous étions trois, lui, un de ses amis et moi. La cafetière - la *ndolotière* - nous offre d'abord une calebasse pour goûter la boisson. Le jeune qui m'invitait nous commande ensuite une calebasse, puis son ami. À mon tour je fais de même et j'invite ses camarades qui étaient arrivés entre-temps. Eux-mêmes, heureux de trinquer avec « un Blanc », offrent chacun leur tour une calebasse, etc. On a passé deux ou trois heures à partager la bière de mil et discuter. Ce passage au cabaret a totalement changé mes rapports avec ce groupe de jeunes agriculteurs qui m'ont donné une foule de renseignements que je n'aurais jamais eu en passant mes questionnaires habituels, notamment sur les ventes d'igname, les

stratégies foncières, les rivalités entre exploitants, les pratiques des policiers et des gardes forestiers, etc. Les opportunités du terrain, cette permanence sur place, permettent d'approcher des éléments clés sur la compréhension des phénomènes, de voir comment la société se transforme, comment elle s'adapte.

Les enquêtes sur les marchés ont été très importantes aussi car là on parle avec les consommateurs, avec les commerçants. Dans cette démarche le qualitatif est privilégié, l'analyse des processus plutôt que le quantitatif. On peut certes mener des études quantitatives : j'ai mesuré des exploitations, j'ai calculé des coefficients de corrélation, j'ai été un des premiers géographes à faire des analyses factorielles en Afrique subsaharienne. Mais je pense que cela ne suffit pas. Le plus important, on l'apprend en discutant avec les gens, ce qui nécessite beaucoup de temps. Dans les villages, il faut se faire accepter, ce n'est pas forcément facile mais après les portes s'ouvrent. En ville, les conditions de travail ne sont pas les mêmes. On a moins le poids du groupe, les rapports sont plus individuels, même si existent des chefs de quartiers, de coopératives, etc. qui ont une autorité morale.

Il y a des différences certaines entre faire du terrain aujourd'hui et il y a quelques décennies. De nos jours beaucoup de routes sont goudronnées, l'accès aux villages est donc plus facile. Il est possible de prendre rendez-vous par téléphone avec ses interlocuteurs car le réseau mobile est répandu, et atteint des lieux inaccessibles en saison des pluies par la route. Les paysans savent quotidiennement mieux ce qui se passe en ville ou dans le monde, grâce au téléphone portable, et parfois la télévision. Les sociétés rurales ont changé, sont plus ouvertes sur l'extérieur et s'inscrivent dans le mouvement de mondialisation par les échanges, les migrations, etc. Les rapports chercheur/interlocuteur en sont modifiés. Il faut dire aussi que les conditions d'enquêtes ont changé dans la mesure où aujourd'hui on dispose de statistiques plus nombreuses et plus précises qu'autrefois et on bénéficie de toute la masse des études qui ont déjà été produites, accessibles dans les bibliothèques ou par internet. Le travail documentaire et bibliographique est peut-être plus important qu'avant et les objectifs sur le terrain plus ciblés. Enfin, on constate un phénomène de lassitude là où ont eu lieu de nombreuses études. Des terrains de plus en plus sont « surpâturés » par les enquêteurs en tous genres et les personnes interrogées ne répondent pas à la question qui leur est posée, mais à la question qui leur a été posée un ou deux ans auparavant. Cela devient compliqué de faire des enquêtes dans ces zones.

Néanmoins, il y a peu de changements en ce qui concerne les fondements essentiels du travail d'investigation. Il faut continuer à avoir une approche compréhensive sur le terrain. Si j'avais une grande étude à faire, je reprendrais une méthode fondée sur un jeu d'enquêtes en cascade qui s'appuient sur les

ressources de la statistique à l'échelle nationale, sur des questionnaires limités adressés à un grand nombre d'acteurs, à l'échelon régional ou local, et sur des enquêtes plus précises menées auprès d'un échantillon restreint de ménages ou d'individus pour approfondir l'analyse des processus. Durant ma thèse d'Etat, j'ai fait des enquêtes budget et temps de travaux, pour voir quotidiennement ce que les personnes achètent, ce qu'elles vendent, ce qu'elles ont fait dans la journée. Cela n'est possible que sur un échantillon réduit. Ce niveau de précision permet d'approfondir les analyses mais on perd en généralité. Il est donc utile d'avoir différents niveaux d'investigations avec pour chacun des types de renseignements et des objectifs spécifiques. On pose des questions à partir des enquêtes générales et on va répondre à partir des exemples très précis en ayant conscience du problème de la représentativité.

Que pensez-vous de l'interdisciplinarité, de cette quasi-injonction à la mettre en pratique, par exemple en combinant sciences humaines et sociales avec sciences biophysiques ? L'avez-vous déjà pratiquée ? Comment peut-elle fonctionner ?

J'ai pratiqué à différents niveaux l'interdisciplinarité, que ce soit dans les colloques, les ouvrages ou les équipes que j'ai dirigés. Il y avait des anthropologues, des économistes, des historiens, etc. J'ai travaillé et écrit des articles avec des agronomes en milieu rural. Dans l'étude des systèmes de cultures, des itinéraires techniques, ils peuvent apporter beaucoup. En revanche les géographes sont plus sensibles à l'organisation de l'espace et aux relations avec ce je que j'appelle l'englobant, c'est-à-dire le marché, la ville, etc. Il me semble que nous sommes complémentaires. On peut aussi travailler avec les anthropologues ou les sociologues qui s'appuient parfois sur des études de terroirs. Avec des objectifs propres à chaque discipline, les démarches se rejoignent dans l'analyse des rapports espace-société. Dans le nord du Pérou, dans les années 2000, notre équipe était composée de deux géographes, une anthropologue, un linguiste, une historienne. Les deux géographes ont plus travaillé en commun qu'avec les autres membres du groupe, mais des articles collectifs ont été écrits par l'ensemble des collègues.

Je n'ai pas eu d'expérience avec des chercheurs en sciences naturelles, comme des entomologistes par exemple. Je ne suis pas convaincu que cela aurait pu m'apporter quelque chose mais cela doit dépendre de la manière de travailler. Je vois mieux le rapport avec des historiens, des anthropologues, etc. De plus, il y a des degrés dans l'interdisciplinarité liés à l'ouverture des personnes. Certains chercheurs en sciences dures ne considèrent pas les sciences sociales comme des sciences. Il n'est guère possible de travailler avec eux. En revanche, j'ai eu des expériences très enrichissantes avec des agronomes, des hydrologues, certains pédologues parce qu'ils apportent des éléments de

réponses importants sur des questions que l'on se pose. Par exemple au sujet de la conduite des parcelles : il y a parfois des liens entre l'agencement des successions culturelles pour rentabiliser le temps et les rapports au foncier.

Quelles pistes de recherche vous semblent intéressantes ?

**Photo 6. À l'Université du Ghana, lors d'une mission
dans le cadre d'un projet européen**

Accra, 2014, cliché É. Mesclier

La question alimentaire reste essentielle, dans ses dimensions quantitatives et qualitatives. Elle touche à des enjeux environnementaux, sociaux... Par exemple, est-ce que la population est capable d'acheter ses aliments ? Les volets en sont très variés, de l'essor des productions de qualité aux politiques agricoles, et elle renvoie à l'analyse du contexte de mondialisation dans lequel elle se situe. Il y a, dans ce cadre, beaucoup de thèmes précis à approfondir parmi ceux que j'ai déjà évoqués, comme l'avenir des paysanneries du Sud, l'agriculture de proximité, le bio, etc.

Un champ intéressant à aborder est celui de la métropolisation, des dynamiques urbaines, des relations à l'échelle mondiale des grandes villes, de la maîtrise des territoires au niveau local ou régional. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale vit dans les villes. Mais je ne m'appesantirais pas sur ce sujet, car je n'en suis pas du tout spécialiste, sauf peut-être pour souligner la nouvelle place du rural dans ce contexte qui demande à être analysée.

Les questions environnementales en relation avec celles du développement concernent des acteurs multiples, des Etats aux ONG, et des espaces variés,

notamment les zones pionnieres, les zones d'extraction miniere. Dans ce champ, la question des reserves naturelles est exemplaire, car celles-ci peuvent tre l'objet d'interets opposes voire contradictoires. C'est le cas par exemple en Amazonie o plusieurs groupes et institutions sont presents : les populations autochtones soucieuses de preserver leurs territoires et leurs genres de vie, les Etats qui esprent toucher une manne financiere de la mise en valeur ou en defens de la fort, les ONG protectrices de l'environnement, les pionniers qui viennent dfricher pour cultiver, les grandes entreprises d'levage qui veulent transformer la fort en pturages, etc. Ces dynamiques renvoient des questions multiples et plus ou moins lies.

Ces thmes sont ouverts l'innovation qui est souvent imprvisible alors que parfois, au plan institutionnel, les units de recherche sont contraintes d'orienter le travail vers un domaine spcifique. Les grandes orientations sont utiles mais elles ne doivent pas tre limitatives et brider la recherche.

Vous dirigez *EchoGo*, une revue scientifique de gographie. Quelle est la place d'une revue scientifique de gographie aujourd'hui ?

Avec *EchoGo*, on a cherch crer une revue scientifique qui puisse toucher un large public. On s'intresse toutes les analyses qui portent sur les territoires. Pour attirer un lectorat qui dpasse le monde scientifique, on a mis en place plusieurs rubriques qui permettent d'aborder des sujets dans des domaines diffrents. La rubrique « Sur le Vif » offre des analyses gographiques sur des questions d'actualit. La rubrique « Sur le Champ » runit plusieurs textes dans un mme dossier scientifique thmatique. « Sur l'Image » permet d'utiliser les ressources du numrique en introduisant et en rflchissant sur des documents varis (photos, cartes, etc.), puisque *EchoGo* est uniquement publie en ligne et n'a pas la contrainte du papier. « Sur l'Ecrit » porte sur des entretiens, des dbats et enfin la rubrique « Sur le Mtier » interroge des professionnels en gographie, des enseignants, des urbanistes.

EchoGo est une revue lectronique en accs libre et elle a donc de nombreux lecteurs, mais cela suppose qu'elle soit soutenue financirement, avec du personnel, ce qui est le cas actuellement, mais pose un vrai problme de prennit, dans un contexte de rduction des moyens dans les grandes institutions de recherche publiques.

Les tudiants nous lisent beaucoup parce que le format correspond leurs pratiques. Ils prfrent ouvrir leur ordinateur chez eux qu'un numro de revue papier ou un livre en bibliothque. Notre diffusion est assez large grce au format lectronique. Mais d'autres modles sont possibles et existent. Ainsi, notre formule est-elle trs diffrente de celle des Cahiers d'Outre-Mer qui

ciblent un espace défini avec des thématiques précises et qui sont reconnus à l'étranger en raison de leur spécialité.

L'objectif d'*EchoGéo* est d'augmenter sa diffusion à l'international, ce qui pose la question délicate de la langue. On essaie d'accroître la part de l'anglais dans les numéros mais c'est extrêmement difficile car de nombreux collègues anglophones refusent de publier chez nous en raison de notre facteur d'impact qui leur paraît trop faible. Par ailleurs, on tient à rester une revue francophone car, en sciences sociales, un chercheur français qui rédige en anglais va difficilement s'exprimer avec la même subtilité que dans sa langue maternelle. Le fait que toutes les grandes revues internationales soient en anglais risque d'appauvrir le débat scientifique. Mais en même temps, une langue universelle d'échanges est indispensable. On doit naviguer entre différents écueils. C'est la condition, me semble-t-il, pour que nos revues restent vivantes et que les résultats de nos recherches soient diffusés à l'étranger.

Bibliographie

Chaléard J.-L., 1996 – *Temps des vivres, temps des villes. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Paris Karthala, 662 p.

Chaléard J.-L. (dir.), 2014 – *Métropoles au Sud. Le défi des périphéries ?* Paris, Karthala, 440 p.

Chaléard J.-L., Dembélé O., Dubresson A., 1990 – *Villes, villages et recensement de Côte-d'Ivoire : « Qui est fou ? »*, Abidjan, Centre ORSTOM de Petit-Bassam, 22 p. multigr.

Chaléard J.-L., Dubresson A., 1989 – « Un pied dedans, un pied dehors : à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire », in Antheaume B. *et al.* (éd.) *Tropiques : lieux et liens*, Paris, ORSTOM, coll. « Didactiques », pp. 277-290

Chaléard J.-L., Dubresson A (dir.), 1999 – *Villes et campagnes dans les pays du Sud : géographie des relations*, Paris, Karthala, 258 p.

Chaléard J.-L., Mesclier É., 2004 – « Dans le nord du Pérou, l'agriculture commerciale augmente-t-elle les risques pour les petits producteurs ? », in *Espaces tropicaux et risques. Du local au global*, (G. David, dir.), Orléans, Presses Universitaires d'Orléans-IRD, pp. 279-291

Raison J.-P., 1989 – « Postface », in M. Bruneau, D. Dory (dir.), *Les enjeux de la tropicalité*, Paris, Masson, p. 151-161

Ruf F., 1995 – *Booms et crises du cacao, les vertiges de l'or brun*, Paris, Quae, 495 p.

Sanjuan T., Lesourd M., Tallet B., 2018 – *Tropiques, développement et mondialisation. Hommages à Jean-Louis Chaléard*, Paris, L'Harmattan, 374 p.

Velasco-Graciet H. (dir.), 2008 – *Les tropiques des géographes*, Pessac, MSHA, 234 p.